

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 28/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DICKSON CONSTANT

ZI DE LA PILATERIE
BP 109
59290 Wasquehal

Code AIOT : 0007000575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement DICKSON CONSTANT implanté rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'un contrôle inopiné d'installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DICKSON CONSTANT
- rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal
- Code AIOT : 0007000575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Dickson-Constant exploite à Wasquehal un site industriel de fabrication de tissus pour stores sur la Zone Industrielle de la Pilaterie. Cette unité comprend, notamment, des ateliers d'ourdissage, de tissage, d'apprêtage, de stockage ainsi que des installations de compression d'air et des tours aéroréfrigérantes.

Les activités de la société sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 août 2007 qui autorise l'exploitation de l'établissement notamment au titre de la rubrique

2330.1 (apprêts et enduction de tissus).

Le site relève également de la directive sur les émissions industrielles dite IED et est classé sous la rubrique 3620 : Prétraitement (opération de lavage, de blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour. Les conclusions de ce Bref ne pas encore disponibles à ce jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exploitation de tours aéroérefrigérantes - prévention de la légionellose.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Personne référente et formation des personnes en charge de la tour | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1 | / | Sans objet |
| 2 | Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a) | / | Sans objet |
| 3 | Conception | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I Article 2.5.2 | / | Sans objet |
| 4 | Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a. | / | Sans objet |
| 5 | Transmission analyses réglementaires des concentrations en Lp | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e | / | Sans objet |
| 6 | Procédure en cas de dépassement compris entre 1000 et 100 000 UFC/L | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.2.a . | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 7 | Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a . | / | Sans objet |
| 8 | Stockage des produits biocides et autres. | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.2.9 | / | Sans objet |
| 9 | Connaissance des produits, étiquetage | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.3 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs ont constaté que l'exploitant est globalement bien organisé et que le risque "légionelles" apparaît bien maîtrisé au sein de son installation. A l'issue de la visite, l'exploitant a rapidement transmis les documents demandés lors de l'inspection afin d'être en conformité avec les dispositions réglementaires contrôlées par sondage.

Le laboratoire Eurofins Hydrologie Nord de Douai nous a transmis, le 13 avril 2023, son rapport d'analyse du contrôle inopiné. Les prélèvements ont mis en évidence l'absence de légionnelles dans l'eau des tours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.1. Surveillance de l'exploitation L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : - les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes.</p> |
| <p>Constats : Deux personnes en charge des installations sont nommément désignées, depuis le 17 décembre 2014, par le directeur des ressources humaines. L'exploitant a transmis les attestations autorisant les opérateurs de la société CARSO-LSEHL à effectuer les prélèvements. 11 personnes de la société DICKSON (9 de la maintenance et 2 électriciens) ont reçu une formation au risque de prolifération de légionelles, dispensée au cours de 5 sessions entre septembre et octobre 2019.</p> |
| Observations : L'exploitant veillera à renouveler les formations avant la date d'échéance. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : l'installation comporte 5 tours aéroréfrigérantes. Une analyse méthodique des risques a été réalisée en juin 2021, s'agissant d'une inspection réalisée au cours d'un contrôle inopiné, l'inspection n'a pas procédé à son examen. Pour l'entretien préventif, l'exploitant dispose d'une fiche de stratégie de traitement (GD/ED N°774) élaborée par la société EAUTEX de Roubaix. Elle décrit la stratégie de traitement préventive et curative, les différents produits utilisés comme biocides ou pour le conditionnement chimique des circuits (biodispersants, antitartre, anticorrosion...), ainsi que les dosages visés. Nous avons consulté le carnet de suivi et avons noté que le dernier traitement de choc avait été réalisé le 3/03/2022. Ce traitement est réalisé mensuellement et respecte la préconisation de 1 litre de réactif BALBR20 à injecter par tour. |
| Observations : L'exploitant procèdera pour juin 2023 à la révision de l'analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) sur l'installation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Conception

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I Article 2.5.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention légionellose |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. |
| Constats : Les installations sont facilement accessibles dans de bonnes conditions de sécurité. Les points de prélèvements sont identifiés et le laboratoire Eurofins a pu réaliser les prélèvements prévus au contrôle inopiné. |
| Observations : Lors de l'inspection le site était en activité partielle de longue durée et la production arrêtée. Par conséquent les tours aéroréfrigérantes 4 et 5 étaient à l'arrêt, toutefois la circulation d'eau était maintenue, aussi il a été possible de réaliser les prélèvements. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent. |
| Constats : GIDAF permet de retrouver les déclarations de l'exploitant. Sur la foi de ces déclarations, les analyses microbiologiques sur les circuits sont effectuées tous les deux mois et la consultation de ces données sur les 4 dernières années a permis de constater aucune concentration en légionelles supérieures à 100 UFC/L. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Transmission analyses réglementaires des concentrations en Lp

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants. |
| Constats : Les résultats d'analyses de concentration en Légionella pneumophila sont transmis à l'inspection via le logiciel GIDAF dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements. |
| Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre également sous GIDAF les certificats d'analyses des légionelles afin de pouvoir permettre à l'inspection de procéder à leur vérification en tout temps. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Procédure en cas de dépassement compris entre 1000 et 100 000 UFC/L

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.2.a. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : II 2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L a) Cas de dépassement ponctuel : En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté. |
| Constats : La procédure a été transmise par l'exploitant, elle concerne les actions curatives à mettre en place en cas de dépassement de légionelles entre 1000 et 100 000 UFC/L ou présence de flore interférente. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>II. - Actions à mener en cas de prolifération de légionelles</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". Ce document précise : - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> |
| <p>Constats : La procédure a été transmise à l'inspection. Elle est rédigée sous la forme d'un logigramme et prévoit l'arrêt immédiat de la dispersion par les tours en cas de concentration mesurée en légionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 8 : Stockage des produits biocides et autres.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.2.9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 2.9. Rétention des aires et locaux de stockage Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7. |
| Constats : La société dispose d'un local technique dédié à la mise en oeuvre des traitements des TAR. Les produits chimiques conditionnés en fût de 100L étaient placés sur des rétentions de capacité suffisante. 3 bidons de 20 l contenant du biocide BAL BR 20 étaient posés sur la dalle béton du local technique. L'exploitant a transmis à l'inspection les photos montrant leur mise en place sur rétention. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Connaissance des produits, étiquetage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 3.3. Connaissance des produits, étiquetage L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. |
| Constats : Lors de la visite sur site, les produits présents au niveau des installations correspondaient à ceux identifiés dans la stratégie de traitement. Sur les réservoirs étaient indiqués le nom commercial du produit, l'identité de la substance active et le ou les symboles et mentions de danger des produits qu'ils contiennent. Les FDS étaient disponibles à proximité des produits. |
| Observations : L'exploitant procédera au remplacement des étiquettes « vieillissantes » afin que l'ensemble des produits demeure identifiable. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |